

Situation . . . — 4 —

Al-Wadi (Hadith al-Wadi), 6 octobre 1934

Depuis aujourd'hui — non, depuis hier soir déjà — la chose est devenue parfaitement claire, absolument évidente, ne suscitant plus ni trouble ni doute, ne se voilant plus d'aucune obscurité ni ambiguïté. Et le héros de cette parfaite clarté, de cette entière évidence, n'est autre que le président du Conseil. Que de merveilles recèle ce monde ! Notre bienveillant président du Conseil est devenu un véritable héros de la clarté, une véritable aurore de lumière, une véritable source d'apaisement, un véritable foyer de foi et de certitude.

Ne niez rien — vous n'avez que faire de nier quoi que ce soit, car vous n'êtes qu'un Égyptien, créé pour croire chaque fois qu'on vous demande de croire, et pour vous rassurer chaque fois qu'on vous demande de vous rassurer, tout comme vous êtes un Égyptien créé pour obéir chaque fois qu'un ordre vous parvient, et pour vous abstenir chaque fois qu'une interdiction vous atteint. Si vous transgressez l'un ou l'autre, il se pourrait bien que vous receviez de l'excès plus que vous n'en pouvez porter, et plus encore que vous n'en pourriez porter.

Oui, en effet — la situation politique de l'Égypte est devenue claire, après avoir été obscure ; simple, après avoir été délicate ; aisée, après avoir été périlleuse — parce que notre bienveillant président du Conseil a voulu qu'il en fût ainsi, et il en fut ainsi. Or les gens sensés et avisés savent parfaitement que les affaires, une fois véritablement embrouillées, ne se dénouent jamais avec une telle aisance ; que les problèmes, une fois véritablement soulevés, ne s'apaisent jamais avec une telle simplicité ; que la difficulté, une fois véritablement aggravée, ne se dissipe jamais sur un seul mot prononcé par un président du Conseil — aussi bienveillant fût-il, et quel que fût son nom, fût-il Abdel Fattah Yehia Pacha. Mais les choses, en Égypte, se déroulent, comme nous vous l'avons dit mille fois, sur un tout autre pied que partout ailleurs dans le monde. Que les affaires s'embrouillent tant qu'elles voudront, que la difficulté s'aggrave tant qu'elle voudra, que les problèmes s'entassent tant qu'ils voudront, que l'air même s'emplisse de rumeurs et de propos, que l'imagination des gens s'emballe dans toutes les directions et vers nulle fin précise, que toutes les langues se délient au gré du possible comme de l'impossible — un seul mot de notre bienveillant président du Conseil suffit amplement à effacer tout cela d'un coup, et à rendre au ciel toute sa clarté, comme si

rien ne s'était jamais produit. Et cela, parce que notre président du Conseil est un homme bienveillant, et que ses paroles mêmes recèlent une bénédiction pleinement capable de disperser les nuages, de chasser l'orage, d'apaiser les tempêtes, de fixer les cœurs dans les poitrines, les esprits dans les têtes, et les langues dans les bouches. Ce qu'il y a d'étrange, c'est que les Égyptiens, quelles que soient par ailleurs leurs divergences, n'aient pas encore cru à cette bénédiction, et n'aient pas encore élevé leur bienveillant président du Conseil au rang des saints et des faiseurs de miracles.

Plus étrange encore : que les droits mêmes de l'Égypte se trouvent exposés au danger ; que l'Égypte traverse des jours empreints d'une telle difficulté qu'elle n'en a pas connu de semblable depuis fort longtemps dans son histoire moderne ; que des événements se produisent en Égypte sans précédent même à l'époque du Protectorat, ni avant l'époque du Protectorat ; et que l'on trouve pourtant le président du Conseil capable de dire et de faire des choses qui ne prêtent qu'à plaisanterie, qui n'éveillent que l'envie d'en rire, qui ne forcent les gens qu'à sourire — voire à se noyer purement et simplement dans le rire.

Le président du Conseil conviendra sûrement avec nous que ce qu'il a déclaré hier au Muqattam n'avait rien de sérieux, mais n'était qu'une forme de plaisanterie, qui n'efface aucun doute, ne dissipe aucun soupçon, ne rend au public ni confiance ni tranquillité. Et le président du Conseil excusera sûrement le public, sans nul doute, lorsqu'il apprendra qu'en lisant cet entretien, celui-ci s'est contenté de hausser les épaules et de hocher la tête, ses membres les plus avisés faisant observer combien il conviendrait que les ministres égyptiens se souviennent qu'ils ne gouvernent ni des enfants ni des naïfs, mais des hommes faits et responsables. Le président du Conseil sait fort bien qu'il se trouvait devant l'une de ces deux possibilités lorsqu'il s'est adressé au Muqattam hier : ou bien il se moquait du public, sachant fort bien qu'on ne croirait pas ce qu'il disait, ou bien il tenait véritablement le public en piètre estime, le jugeant assez naïf et assez sot pour croire ce qu'aucun homme raisonnable ne saurait croire.

Que signifient donc ces propos, tenus sans la moindre vérification ni la moindre précaution ? Il n'y a en Égypte nulle crise, ni rien qui y ressemble — qu'est-ce donc, alors, qui explique cette activité anglaise sans précédent ? Qu'est-ce qui explique l'inspection de la police dans ses casernes et ses postes ? Qu'est-ce qui explique la visite du délégué du Haut-Commissaire à Son Excellence Tawfiq Nassim Pacha ? Qu'est-ce qui

explique que le prince Mohammed Ali ait déjeuné à la table même du Haut-Commissaire ? Qu'est-ce qui explique la rencontre entre le délégué du Haut-Commissaire et le président du Conseil ? Qu'est-ce qui explique les allées et venues incessantes du conseiller financier entre la résidence du Haut-Commissaire et la présidence du Conseil ? Qu'est-ce qui explique les réunions des ministres, tenues dans l'attente de quelque chose à venir, et leurs autres réunions, fractionnées en clans et en factions chez tel ou tel ministre ? Qu'est-ce qui explique l'échange de dépêches télégraphiques entre la résidence du Haut-Commissaire et le Foreign Office britannique ? Qu'est-ce qui explique que certains députés, pourtant partisans du gouvernement, le pressent de questions avec tant d'insistance ? Qu'est-ce qui explique la réunion de certains autres députés, et l'inquiétude que cette réunion a suscitée chez la Direction de la Sûreté générale, et sa démarche auprès de certains propriétaires de journaux pour leur demander de ne pas publier ce que les personnes réunies pourraient bien décider ? Qu'est-ce qui explique que certains députés se soient déplacés spécialement pour rencontrer le président du Conseil, pour que celui-ci se dérobe finalement à cette rencontre, se contentant de ce qu'il avait déclaré au Muqattam ? Qu'est-ce qui explique tout cela, et bien d'autres choses encore dont nous ne nous autorisons pas à parler, s'il n'y a nulle crise, ni rien qui y ressemble, et nul désaccord entre le gouvernement et les Anglais ? N'aurait-il pas été plus honorable, tant pour le président du Conseil que pour le peuple égyptien, que le chef du gouvernement considérât son peuple comme un sage souverain considère un peuple capable et responsable, en l'informant de ce qu'il pouvait décemment lui révéler de la vérité, sans lui dissimuler totalement l'affaire, ni s'adresser à lui comme les grands s'adressent aux petits, ou comme les pères s'adressent à leurs enfants ? Car nous ne croyons pas que le président du Conseil soit plus avisé, ni plus capable de comprendre la politique et d'en assumer les charges, qu'un très grand nombre de ces mêmes Égyptiens à qui le président du Conseil dissimule si soigneusement les affaires politiques, et qu'il en tient si soigneusement à l'écart.

Il n'y a nulle crise, ni rien qui y ressemble — qu'est-ce donc, alors, que cette phrase apparue tout à la fin de l'entretien du président du Conseil, que le président du Conseil a lui-même expressément ajoutée à ses propos, interrompant pour cela même le correspondant du Muqattam — cette phrase où il prétend qu'il œuvrera, avec ses collègues, à sauvegarder les droits de la nation et du trône ? Les droits de la nation et du trône se trouvent donc bien exposés au danger, et ont donc bien

besoin d'être sauvegardés. Quel pourrait donc être ce danger ? Et contre quoi, au juste, ces droits doivent-ils être sauvegardés ? Le président du Conseil ne conviendra-t-il pas avec nous que son entretien n'a dissipé aucune parcelle d'obscurité, effacé aucune parcelle de doute, et n'a rien accompli d'autre que de faire rire les gens — quand bien même le rire ne conviendrait guère à de telles circonstances ? Peut-être le président du Conseil était-il simplement résolu à ne rien dire du tout en ces jours précis, à tort ou à raison — auquel cas il eût été bien plus honorable, tant pour lui-même que pour le public, de déclarer franchement au correspondant du Muqattam qu'il lui était pour l'instant impossible de rien dire, ou qu'il jugeait l'intérêt public exiger de sa part le silence pour le moment. Cela eût été plus honorable envers le président du Conseil, et plus honorable envers le public, que cet entretien qui, au bout du compte, n'a rien dit du tout. Quand donc les gouvernants comprendront-ils que le temps où l'on pouvait se jouer des espoirs du peuple est révolu, et que les peuples, en cette époque, n'acceptent de leurs ministres que le sérieux, la franchise et la sincérité ? Le public sait donc parfaitement que la situation demeure aussi délicate, aussi périlleuse que jamais — et le public estime, de surcroît, que les festivités de la fête toucheront bientôt à leur fin aujourd'hui même, et que les quelques jours à venir jetteront sur la situation une lumière que l'entretien du président du Conseil n'aura nullement su apporter.